

Note d'information sur l'étude « Engin de déplacement personnel Lyon MObilité Sécurité (ELMOS) »

1. Qu'est-ce que l'étude « Engin de déplacement personnel Lyon MObilité Sécurité (ELMOS) » ?

Les centres de santé français ont connu ces dernières années une augmentation croissante des entrées de patients suite à un accident de la circulation impliquant un engin de déplacement personnels (EDP), incluant les trottinettes électriques et mécaniques, gyropodes, monoroues, hoverboards, skateboards et rollers. Si les lésions des usagers d'EDP accidentés ont de nombreuses fois été étudiées dans la littérature, les connaissances en matière de circonstances et de configuration d'accident, et de mobilité EDP sont quant à elles limitées. La finalité de ce projet de recherche est de comprendre les causes de survenue des accidents de la route impliquant des EDP, ainsi que les causes des blessures subies lors de ces accidents, et de comparer les types d'EDP en matière d'accidentalité. Cela permettra d'orienter et de conseiller les politiques publiques, que ce soit en termes de prévention, de réglementation, d'aménagement des infrastructures, d'équipements de protection, ou de renouvellement/signature de contrat entre les villes et les opérateurs d'EDP en libre-service.

Pour remplir ces objectifs, le projet prévoit de s'appuyer sur le *Registre du Rhône des victimes d'accidents de la circulation routière*, et de recontacter près de 5000 victimes d'accidents impliquant un EDP survenus entre 2017 et 2021, à qui il sera proposé de compléter un questionnaire auto-administré.

La réalisation de cette étude s'inscrit dans le cadre de l'exécution d'une mission d'intérêt public dans le domaine de la santé dont est investi le responsable de traitement (articles 6.e et 9.2.j du RGPD). L'intérêt public de cette étude, sa qualité scientifique et sa pertinence éthique ont été confirmés par un comité éthique et scientifique pour les recherches, les études et les évaluations dans le domaine de la santé, indépendant du responsable de traitement.

Conformément à l'article 66 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, l'étude a fait l'objet d'une autorisation de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) en date du 29/03/2023 (**décision DR-2023-059**). La CNIL est l'autorité de contrôle chargée de surveiller l'application des règles relatives à la protection des données, afin de protéger les libertés et droits fondamentaux des personnes physiques à l'égard d'un traitement de données.

2. Qui réalise l'étude « Engin de déplacement personnel Lyon MObilité Sécurité (ELMOS) » ?

Le responsable de traitement de cette étude, c'est-à-dire l'organisme qui a décidé de sa réalisation et qui en est le responsable juridique, est l'Université Gustave Eiffel à travers le laboratoire Umrestte (Unité mixte de recherche épidémiologique et de surveillance transport travail environnement, UMR T9405).

Pour toute question ou demande, vous pouvez prendre contact avec le responsable de traitement par courriel à lydiane.agier@univ-eiffel.fr ou par téléphone au 04.72.14.25.12.

3. Quelles données me concernant seront utilisées pour l'étude ? D'où viennent-elles et combien de temps seront-elles conservées ?

Les données cliniques qui seront utilisées pour l'étude sont issues du Registre du Rhône des victimes d'accident de la circulation routière. En effet, chaque victime d'un accident de la route dans le Rhône et présentant au moins une lésion est recensée dans le Registre. L'essentiel du recueil repose sur le

milieu hospitalier, les structures de soin remplissant un formulaire de notification et d'enregistrement des cas. Les catégories de données collectées utilisées dans l'étude sont les suivantes :

- Données personnelles (date de naissance, sexe, adresse de résidence)
- Données caractérisant l'accident (jour, mois, année, type d'usager)
- Données attachées au parcours de soin (description des blessures et de leur gravité, parcours hospitalier, devenir à la sortie du réseau de soins).

Ces données seront complétées par les informations que vous renseignerez lors de l'enquête. Cette enquête, qui consiste en un questionnaire auto-administré auquel nous vous invitons à répondre, permet de recueillir des informations complémentaires concernant votre accident, à savoir la configuration d'accident, les circonstances accidentelles et votre profil de blessé.

Les données seront conservées en base active par le responsable de traitement pour une durée de 7 ans. Les données cliniques seront ensuite supprimées, et les données récoltées via l'enquête seront archivées pour une durée de 10 ans.

4. Qui pourra accéder aux données me concernant ?

L'accès aux données se fera sur un espace sécurisé par les personnes chargées de la réalisation de l'étude, c'est-à-dire les personnes qui vont travailler sur les données. Il s'agit plus précisément de professionnels de la recherche exerçant au sein de l'Umrestte et habilités par le responsable de traitement à accéder aux données et à les traiter.

En plus du personnel de l'Umrestte impliqué dans l'étude qui pourra avoir accès à l'intégralité des données, le sous-traitant Cortex (75 rue des frères Lumière, 93350 Neuilly-sur-Marne) a accès aux données administratives des participants pour l'envoi du courrier d'invitation à participer à l'étude. Il s'engage à traiter ces données de manière sécurisée et confidentielle.

5. Quels sont mes droits sur les données me concernant utilisées dans cette étude ?

Votre participation à cette étude n'est pas obligatoire. Vous disposez de plusieurs droits sur les données vous concernant utilisées pour l'étude. Vous pouvez en effet vous opposer à l'utilisation de ces données, en demander l'accès, la rectification, l'effacement ou la limitation :

- Le droit d'opposition vous permet, si vous ne souhaitez pas que les données vous concernant servent à l'étude, de vous opposer à leur utilisation. Cette opposition empêche toute utilisation ou conservation de ces données ;
- Le droit d'accès vous permet de demander à consulter les données vous concernant et à en obtenir une copie ;
- Le droit de rectification vous permet de demander de faire corriger les données vous concernant si vous constatez qu'elles contiennent une erreur ;
- Le droit à l'effacement vous permet de demander que les données vous concernant soient effacées.

En parallèle du traitement de votre demande de rectification ou de votre demande d'opposition par exemple, vous pouvez demander à limiter l'utilisation des données vous concernant, ce qui empêche temporairement votre inclusion dans l'étude.

Pour exercer ces droits, il faut contacter la responsable du projet par courrier électronique (lydiane.agier@univ-eiffel.fr) ou par voie postale (L. Agier - Université Gustave Eiffel – UMRESTTE – 25, avenue François Mitterrand – 69675 BRON Cedex), ou la déléguée à la protection des données de l'Université Gustave Eiffel (protectiondesdonnees-dpo@univ-eiffel.fr, ou par voie postale : Délégué à la protection des données, Université Gustave Eiffel, 25 avenue François Mitterrand, Case 24, F-69675 Bron Cedex). Si vous estimez que vos droits concernant le traitement de vos données n'ont pas été

respectés, il vous est possible de saisir la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) pour faire une réclamation (<https://www.cnil.fr>).

6. Comment puis-je obtenir plus de renseignements sur l'étude ?

Pour en savoir plus sur l'étude, vous pouvez contacter le responsable de traitement par courriel à lydiane.agier@univ-eiffel.fr ou par téléphone au 04.72.14.25.12.

Par ailleurs, en vous rendant sur le site internet du Health Data Hub, dans le répertoire public des projets vous pouvez y découvrir tous les projets qui sont ainsi menés. Le Health Data Hub y fournit une information complète et régulièrement mise à jour. Vous pourrez ainsi retrouver des informations sur l'étude " Engin de déplacement personnel Lyon MObilité Sécurité (ELMOS) ".

Pour toute question ou demande spécifique, vous pouvez contacter notre Délégué à la protection des données par courriel (protectiondesdonnees-dpo@univ-eiffel.fr) ou par voie postale (Délégué à la protection des données, Université Gustave Eiffel, 25 avenue François Mitterrand, Case 24, F-69675 Bron Cedex).